



**ADMINISTRATION COMMUNALE DE SAINT-JOSSE-TEN-NOODE
GEMEENTEBESTUUR VAN SINT-JOOST-TEN-NODE**

**CONSEIL COMMUNAL DU 25 MARS 2026
GEMEENTERAAD VAN 25 MAART 2026**

**NOTES EXPLICATIVES COMPLÉMENTAIRES
AANVULLENDE TOELICHTINGSNOTA**

Ouverture de la séance à 20:00
Opening van de zitting om 20:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

25.03.2026/A/0001 **Communication.**

Mededeling.

25.03.2026/A/0002 **Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 25 février 2026 ;
Approbation.**

Après lecture des décisions prises en séance du 25 février 2026, le procès-verbal de cette séance est adopté à l'unanimité.

**Proces-verbaal van de zitting van de Gemeenteraad van 25 februari 2026 ;
Goedkeuring.**

Er wordt lezing gegeven van de beslissingen genomen in zitting van 25 februari 2026. Het proces-verbaal van deze zitting wordt met éénparigheid van stemmen goedgekeurd.

25.03.2026/A/0003 **Ordonnance de police portant fermeture de tous les établissements accessibles au public à 1h du matin au plus tard dans le Quartier Nord**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale, spécialement ses articles 119, 119bis et 135 § 2;
Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales;
Vu l'arrêté du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 avril 2024 instaurant un certain nombre de mesures de police en vue de prévenir les nuisances et de faciliter le rétablissement de l'ordre public dans le contexte des débordements de violence observés sur le territoire régional et liés au trafic, à la vente et à la consommation de drogues et ses prolongations ultérieures;
Vu l'arrêté du 02 mars 2026 instaurant un certain nombre de mesures de police administrative en vue de prévenir les nuisances et de faciliter le rétablissement de l'ordre public dans le contexte des débordements de violence observés sur le territoire régional et liés au trafic, à la vente et à la consommation de drogues;

Vu la loi du 10 novembre 2006 relative aux heures d'ouverture dans le commerce, l'artisanat et les services;

Vu le rapport administratif de police « HotSpot Quartier Nord » du 12 mars 2026;

Considérant que les commune ont pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité publique ;

Considérant que l'arrêté du Ministre-Président du 2 avril 2024 instaurant un certain nombre de mesures de police en vue de prévenir les nuisances et de faciliter le rétablissement de l'ordre public dans le contexte des débordements de violence observés sur le territoire régional et liés au trafic, à la vente et à la consommation de drogues et ses prolongations ultérieures, identifie le quartier Nord comme un « hotspot » ; que les menaces et les atteintes à l'ordre public y sont particulièrement concentrées;

Considérant une analyse circonstanciée des données chiffrées des incidents se déroulant dans l'espace public et plus précisément dans le périmètre visé à l'article 2 de la présente ordonnance, a été réalisée par la Zone de Police; que les conclusions de cette analyse, basées sur les nécessités concrètes du maintien de l'ordre, sont reprises dans ledit rapport;

Considérant d'une part que le rapport susmentionné met en évidence des faits de vols avec violence, de tapages, d'ivresses, de violences et d'incivilités survenant singulièrement entre 01h00 et 06h00 dans le périmètre visé à l'article 2 de la présente ordonnance; qu'il précise en outre que les activités nocturnes liées aux établissements ouverts tardivement et à la prostitution (ouverte 24h/24) jouent en outre un rôle majeur dans le phénomène; que les troubles à l'ordre public mentionnés ci-dessus, sont dès lors en corrélation avec l'activité nocturne continue du périmètre visé à l'article 2 de la présente ordonnance et l'ouverture tardive des établissements qui y sont situés;

Considérant d'autre part qu'une part importante des interventions de police fait l'objet de fiches issues d'appels vers le centre de communication de la zone de police ; que ces fiches reflétant un réel sentiment d'insécurité des habitants d'après le rapport administratif de police « HotSpot Quartier Nord » du 12 mars 2026, sont classées en quatre catégories principales dont trois significativement représentées entre 01h00 et 06h00 : Alarmes-Alertes (agressions ou des incendies), Environnement (tapages et pollution), Assistance (interne ou autres services publics);

Considérant que l'autorité communale ne peut tolérer que des actes de violences graves se commettent sur le territoire de la Commune, mettant en péril l'ordre public et la sécurité des habitants ; que le Conseil d'État souligne à cet égard dans un arrêt n°241.671 du 30 mai 2018 que : « toute loi de police administrative habilite les autorités compétentes à prendre des mesures préventives tendant à éviter des troubles à l'ordre public avant qu'ils ne surviennent » et que « l'autorité dispose à cet égard d'un large pouvoir d'appréciation et peut prendre en compte toute situation potentiellement dangereuse et tout risque, même faible, pour la sécurité publique »;

Considérant que l'instauration d'une heure de fermeture aux établissements accessibles au public sera de nature à faire disparaître les troubles ou à tout le moins à les faire diminuer de manière substantielle et à améliorer la qualité de vie des habitants du quartier; que la mesure s'inscrivant dans le contexte d'une démarche d'évaluation périodique ne s'applique que pour une période de trois mois; qu'elle n'a pas pour conséquence la suppression pure et simple de l'exercice d'une profession ou d'un commerce, ni de le rendre directement ou indirectement impraticable ; qu'elle ne fait pas de l'interdiction la règle et de la liberté l'exception étant donné qu'elle impose une interdiction partielle limitée dans le temps et dans l'espace;

Considérant que la constatation que les troubles ne sont pas imputables à un ou des établissements en particulier mais affectent le périmètre visé à l'article 2 de la présente ordonnance, ne suffit pas à établir une violation du principe de proportionnalité ; que

cette constatation explique au contraire le recours à la voie réglementaire ; que cette action réglementaire ne revêt d'ailleurs pas de portée subsidiaire par rapport à l'adoption de mesures individuelles de police administrative en sorte qu'aucun principe de droit n'impose à l'autorité de privilégier ces dernières si la protection de l'ordre public justifie une mesure générale;

ORDONNE :

Article 1

Les lieux accessibles au public en vue du divertissement, de la consommation ou vente de denrées alimentaires, de la consommation ou vente de boissons alcoolisées (établissements HoReCa et assimilés, cafés et salons de prostitution, etc.) et non soumis à un régime horaire plus restrictif, situés **dans le périmètre visé à l'article 2 de la présente ordonnance**, doivent être fermés au plus tard tous les jours de la semaine et du week-end à 1h du matin et ne pourront rouvrir au plus tôt qu'à partir de 6h du matin.

Article 2

La présente ordonnance de police s'applique dans le périmètre délimité suivant :

- Rue Gineste
- Place Saint-Lazare
- Boulevard Saint-Lazare : du n°1 jusqu'au croisement avec le boulevard du Jardin Botanique
- Place du Nord : jusqu'au croisement avec la rue du Progrès
- Gare du Nord : toute la partie se trouvant sur le territoire de la commune de Saint-Josse-ten-Noode
- Rue d'Aerschot : du n°1 au n°4
- Rue de Brabant : du n°1 au n°114
- Rue de la Prairie
- Rue de la Rivière
- Rue des Plantes : du n°1 au n°104 (pairs) et jusqu'au n°111 (impairs)
- Rue Linné : du n°1 au n°114 (pairs) et jusqu'au n°101 (impairs)
- Rue Verte : du n°1 au n°80 (pairs) et jusqu'au n°73 (impairs)
- Rue du Chemin de Fer
- Rue Botanique
- Rue de la Poste : du n°1 au n°78 (pairs) et jusqu'au n°39 (impairs)
- Rue Godefroid de Bouillon
- Rue Musin
- Rue Royale : du n° 208 à 324
- Square Victoria Régina
- Avenue Victoria Régina
- Rue Saint-François
- Rue de l'Ascension
- Rue des Secours
- Petite rue des Secours.

Article 3

§1. Selon la procédure définie dans la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales :

- sera puni d'une amende administrative de maximum 500 euros, quiconque contrevient aux dispositions de la présente ordonnance.

§2. La zone de police "Nord" est chargée de l'exécution de l'ordonnance au besoin par la contrainte et la force conformément aux dispositions de l'article 37 de la loi sur la fonction de police.

Article 4

L'ordonnance de police entre en vigueur le 1er avril 2026 et est d'application jusqu'au

1er juillet 2026 inclus.

Article 5

Un recours en annulation ainsi qu'un éventuel recours en suspension peuvent être introduits par requête auprès du Conseil d'Etat (rue de la Science 33 à 1040 Bruxelles) dans un délai de 60 jours à compter de la publication de la présente ordonnance.

Politieverordening houdende de sluiting van alle voor het publiek toegankelijke inrichtingen uiterlijk om 1 uur 's ochtends in de Noordwijk.

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, in het bijzonder de artikelen 119 en 135 § 2;

Gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties ;

Gelet op het besluit van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 2 april 2024 tot invoering van enkele bestuurlijke politimaatregelen die bedoeld zijn om overlast als gevolg van de in het gewest vastgestelde geweldplegingen die te maken hebben met drugshandel, -verkoop en -gebruik, te voorkomen en het herstel van de openbare orde te bevorderen, en de latere verlengingen ervan ;

Gelet op het besluit van 02 maart 2026 tot invoering van enkele bestuurlijke politimaatregelen die bedoeld zijn om overlast als gevolg van de in het gewest vastgestelde geweldplegingen die te maken hebben met drugshandel, -verkoop en -gebruik, te voorkomen en het herstel van de openbare orde te bevorderen ;

Gelet op de wet van 10 november 2006 betreffende de openingsuren in handel, ambacht en dienstverlening ;

Gelet op het administratief politieverslag „HotSpot Noordwijk“ van 12 maart 2026 ;

Overwegende dat de gemeenten tot taak hebben te voorzien, ten behoeve van de inwoners, in een goede politie, met name over de netheid, de gezondheid, de veiligheid en de rust ;

Overwegende dat het besluit van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 2 april 2024 tot invoering van enkele bestuurlijke politimaatregelen die bedoeld zijn om overlast als gevolg van de in het gewest vastgestelde geweldplegingen die te maken hebben met drugshandel, -verkoop en -gebruik, te voorkomen en het herstel van de openbare orde te bevorderen, en latere verlengingen, de Noordwijk identificeert als een „hotspot“; dat bedreigingen en aantastingen van de openbare orde daar bijzonder sterk geconcentreerd zijn ;Overwegende dat de Politiezone een gedetailleerde analyse heeft uitgevoerd van de cijfergegevens over incidenten die zich voordoen in de openbare ruimte, en meer bepaald binnen de perimeter bedoeld in artikel 2 van deze verordening ; dat de conclusies van deze analyse, gebaseerd op de concrete noden van de ordehandhaving, in het genoemde verslag werden opgenomen ;

Overwegende enerzijds dat het bovengenoemde verslag melding maakt van gevallen van gewelddadige diefstallen, geluidsoverlast, dronkenschap, geweld en wangedrag die zich met name tussen 01u00 en 06u00 voordoen in de perimeter bedoeld in artikel 2 van deze verordening ; dat in het verslag bovendien wordt aangegeven dat nachtelijke activiteiten in verband met laat opengebleven vestigingen en prostitutie (open 24 u/24) een belangrijke rol spelen in dit fenomeen ; dat de hierboven genoemde verstoringen van de openbare orde bijgevolg in verband staan met de voortdurende nachtelijke activiteit in de perimeter bedoeld in artikel 2 van deze verordening en de late openingstijden van de inrichtingen die daar gevestigd zijn ;

Overwegende anderzijds dat een groot deel van de politie-interventies worden vastgelegd in fiches naar aanleiding van oproepen naar het communicatiecentrum van de politiezone ; dat deze fiches, die volgens het administratief politieverslag “HotSpot Noordwijk” van 12 maart 2026 een reëel onveiligheidsgevoel bij de inwoners weerspiegelen, zijn ingedeeld in vier hoofdcategorieën, waarvan er drie significant voorkomen tussen 01u00 en 06u00 : Alarmen-Waarschuwingen (aanvallen of branden), Omgeving (geluidsoverlast en vervuiling), Bijstand (intern of andere openbare diensten) ;

Overwegende dat de gemeentelijke autoriteiten niet kunnen toestaan dat er op het grondgebied van de Gemeente ernstige gewelddaden worden gepleegd die de

openbare orde en de veiligheid van de inwoners in gevaar brengen ; dat de Raad van State in dit verband in arrest nr. 241.671 van 30 mei 2018 benadrukt dat: “iedere bestuurlijke politiewet de bevoegde overheden machtigt preventieve maatregelen te nemen om verstoringen van de openbare orde, nog voor zij zich voordoen, te vermijden” en dat “de overheid in dat verband over een ruime beoordelingsbevoegdheid beschikt en rekening kan houden met iedere mogelijk gevaarlijke situatie en met ieder risico, hoe klein ook, voor de openbare veiligheid” ; Overwegende dat de invoering van een sluitingstijd voor inrichtingen die toegankelijk zijn voor het publiek van dergelijke aard is dat de verstoringen zullen verdwijnen of op zijn minst aanzienlijk zullen afnemen en de levenskwaliteit van de bewoners van de wijk zal verbeteren ; dat de maatregel, die kadert in de context van een periodieke evaluatie, slechts voor een periode van drie maanden geldt ; dat zij niet tot gevolg heeft dat de uitoefening van een beroep of een handelsactiviteit volledig wordt afgeschaft of direct of indirect onuitvoerbaar wordt gemaakt ; dat zij niet het verbod tot regel en de vrijheid tot uitzondering maakt, aangezien zij een gedeeltelijk verbod oplegt dat in tijd en ruimte beperkt is ; Overwegende dat de vaststelling dat de verstoringen niet toe te schrijven zijn aan een of meer specifieke inrichtingen, maar de perimeter betreffen die bedoeld wordt in artikel 2 van deze verordening, niet volstaat om een schending van het evenredigheidsbeginsel vast te stellen ; dat deze vaststelling integendeel de toevlucht tot de reglementaire weg verklaart ; dat deze reglementaire maatregel overigens geen subsidiaire reikwijdte heeft met betrekking tot de toepassing van individuele administratieve politiemaatregelen, aangezien geen enkel rechtsbeginsel de overheid verplicht om voorrang te geven aan deze laatste indien de bescherming van de openbare orde een algemene maatregel rechtvaardigt ;

BESLUIT :

Artikel 1

Plaatsen die voor het publiek toegankelijk zijn voor vermaak, de consumptie of verkoop van levensmiddelen, de consumptie of verkoop van alcoholische dranken (Horeca-inrichtingen en soortgelijke gelegenheden, carrés en prostitutiesalons, enz.) en die niet onderworpen zijn aan een strengere uurregeling, gelegen **binnen de perimeter bedoeld in artikel 2 van deze verordening**, moeten elke dag van de week en in het weekend uiterlijk om 1 uur 's ochtends gesloten zijn en mogen ten vroegste opnieuw openen vanaf 6 uur 's ochtends.

Artikel 2

Deze politieverordening is van toepassing binnen de volgende afgebakende perimeter :

- Ginestestraat
- Sint-Lazarusplein
- Sint-Lazaruslaan : van nr. 1 tot aan het kruispunt met de Kruidtuinlaan
- Noordplein : tot aan het kruispunt met de Vooruitgangstraat
- Noordstation : het gehele gedeelte dat zich op het grondgebied van de gemeente Sint-Joost-ten-Node bevindt
- Aarschotstraat : van nr. 1 tot nr. 4
- Brabantstraat : van nr. 1 tot nr. 114
- Weidestraat
- Rivierstraat
- Plantenstraat : van nr. 1 tot nr. 104 (even nrs.) tot nr. 111 (oneven nrs.)
- Linnéstraat : van nr. 1 tot nr. 114 (even nrs.) tot nr. 101 (oneven nrs.)
- Groenstraat : van nr. 1 tot nr. 80 (even nrs.) tot nr. 73 (oneven nrs.)
- Spoorwegstraat
- Kruidtuinstraat
- Poststraat : van nr. 1 tot nr. 78 (even nrs.) tot nr. 39 (oneven nrs.)
- Godfried van Bouillonstraat
- Musinstraat
- Koningsstraat : van nr. 208 tot 324
- Victoria Reginaplantsoen
- Victoria Reginalaan
- Sint-Franciscusstraat

- Bergopstraat
- Hulpstraat
- Korte Hulpstraat.

Artikel 3

§1. Volgens de procedure zoals vastgelegd in de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties :

- wordt een administratieve boete van maximaal 500 euro opgelegd aan eenieder die de bepalingen van deze verordening overtreedt.

§2. De politiezone “Noord” is belast met de uitvoering van deze verordening, indien nodig met dwang en geweld, overeenkomstig de bepalingen van artikel 37 van de wet op het politieambt.

Artikel 4

Deze politieverordening treedt in werking op 1 april 2026 en is van toepassing tot en met 1 juli 2026.

Artikel 5

Een beroep tot nietigverklaring, alsook een eventueel beroep tot schorsing, kan worden ingesteld per verzoekschrift bij de Raad van State, Wetenschapsstraat 33, 1040 Brussel, binnen de 60 dagen na de kennisgeving van deze verordening.

25.03.2026/A/0004 **Service SAC - Règlement Général de Police.- Modification de l'article 88**

Le Conseil Communal,

Vu la Nouvelle Loi communale et plus particulièrement ses articles 119 et 135,

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales intégrant les modifications initiées par la loi du 11 décembre 2023 ;

Vu la délibération du Conseil communal du 20 février 2020 adoptant le Règlement Général de Police de la commune d'Ixelles;

Vu l'entrée en vigueur d'un nouveau code pénal en date du 8 avril 2026 ;

Considérant que l'implémentation des sanctions administratives communales a été imaginée afin de lutter plus rapidement et plus efficacement contre les petites incivilités commises sur le territoire des communes et avec pour objectif que la répression de celles-ci ne dépende plus ni des parquets pour poursuite des infractions ni des juridictions répressives pour les sanctions.

Considérant que les sanctions administratives ont permis aux communes de réduire le sentiment d'impunité à l'égard de celles et ceux qui troublent l'ordre public;

Considérant que, depuis l'adoption de la loi du 24 juin 2013, les sanctions administratives communales ont gagné en importance et en visibilité comme instrument efficace dans la lutte contre les dérangements publics;

Considérant qu'en 2020, un règlement général de police harmonisé est entré en vigueur dans les 19 communes de la Région Bruxelles- Capitale ;

Que ce document avait notamment pour objectif de faciliter et de rationaliser le travail des policiers des différentes zones de Police et d'augmenter dès lors la lisibilité et la compréhension pour les citoyens qui se déplacent sur le territoire régional;

Que le règlement général de police commun a été une première fois modifié en mars 2024 afin de s'adapter à l'entrée en vigueur de la loi du 11 décembre 2023 car celle-ci apportait des modifications substantielles à la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives ;

Considérant qu'un nouveau code pénal entrera en vigueur le 8 avril 2026 et que celui modifiera très sensiblement notre nouveau droit pénal ;

Que cette modification législative d'importance aura une conséquence directe en matière de SAC car la catégorie spécifique des « infractions mixtes » (dont le traitement est partagé entre le procureur du Roi et le fonctionnaire sanctionnateur communal suivant les modalités d'un protocole d'accord) en sera transformée suite à la redéfinition et nouvelle catégorisation des notions pénales ;

Considérant que l'entrée en vigueur de la nouvelle mouture du code pénal entraînera dès lors à sa suite une adaptation de la loi SAC qui entraînera à son tour des modifications indispensables au sein du RGP et du protocole d'accord avec le procureur du Roi ;

Qu'à défaut le fonctionnaire sanctionnateur communal ne sera plus compétent pour traiter des infractions mixtes ;

Considérant que l'adaptation de la loi SAC n'ayant pas encore été votée par le pouvoir législatif fédéral, les modifications au RGP et au protocole interviendront seulement dans les semaines ou mois à venir ;

Considérant qu'il est cependant opportun et urgent de procéder dès maintenant à une modification ciblée au sein du RGP ;

Qu'en effet, le nouveau code pénal entérine notamment la disparition du « tapage nocturne » comme infraction pénale (et donc par ricochet comme infraction mixte).

Que ceci est loin d'être anodin pour nos communes où les problèmes de tranquillité publique sont courants dans certains de nos quartiers, principalement le soir et la nuit.

Qu'il semble dès lors indispensable d'intégrer immédiatement la possibilité de lutter contre les nuisances sonores, de jour comme de nuit, comme infraction « simple » (et non plus mixte) dans le règlement général de police (au sein du chapitre tranquillité publique) avant le 8 avril à défaut de quoi nous ne pourrions plus verbaliser et sanctionner ces comportements dérangeant puisque le procureur du roi ne sera de facto plus compétent à partir du 8 avril, cette infraction n'étant plus pénalisée.

Que le Conseil communal est dès lors sollicité afin de modifier l'article 88 du règlement général de police en ce sens afin d'éviter une situation provisoire d'impunité où aucune autorité pénale ou administrative ne serait compétente au-delà du 8 avril pour sanctionner les tapages au-delà de 22h.

Que l'article 88 dans sa version actuelle traite uniquement du tapage diurne et peut être aisément adapté afin de couvrir les nuisances sonores quel que soit l'heure à laquelle elles seront commises ;

Qu'il est par ailleurs proposé d'abandonner les notions de « diurne » et « nocturne » afin de simplifier le texte et faciliter le travail des agents de terrain en charge de verbaliser les infractions au RGP ;

Considérant que cette modification de l'article 88, validée par la conférence des bourgmestres lors de sa réunion du 4 mars 2026, sera apportée simultanément dans les 19 communes afin que le contenu du règlement général de police reste identique au sein de la Région Bruxelles- Capitale ;

Considérant que les modifications sont les suivantes :

Version actuelle de l'article 88 :

Sont interdites les nuisances sonores diurnes produites entre 7h00 et 22h00 (y compris les cris d'animaux) de nature à troubler la tranquillité et la quiétude du voisinage et dont l'intensité des ondes sonores dépasse le niveau de bruit ambiant de l'espace public.

Sont notamment visées, les nuisances sonores produites :

- dans les propriétés privées,
- dans les établissements accessibles au public même si ce dernier n'y est admis que sous certaines conditions,
- dans les véhicules se trouvant sur la voie publique. A défaut d'identification du conducteur du véhicule, les infractions au présent article seront présumées commises par le titulaire de l'immatriculation du véhicule. Cette disposition s'applique sans préjudice de toute autre réglementation relative au bruit ainsi qu'à la musique amplifiée.

Nouvelle version proposée de l'article 88 :

Sont interdites les nuisances sonores de nature à troubler la tranquillité et la quiétude du voisinage et dont l'intensité des ondes sonores dépasse le niveau de bruit ambiant de l'espace public.

Par « nuisances sonores », on entend tout bruit, cri (y compris les cris d'animaux), son, musique, comportement ou usage abusif d'un appareil ou d'un véhicule, sur la voie publique ou dans un espace accessible au public, qui n'est ni justifié par une nécessité, ni couvert par une autorisation légale ou communale.

Sont notamment visées, les nuisances sonores produites :

- dans l'espace public*
- dans les propriétés privées,*
- dans les établissements accessibles au public (y compris sur les terrasses), même si ce dernier n'y est admis que sous certaines conditions,*
- dans les véhicules se trouvant sur la voie publique. A défaut d'identification du conducteur du véhicule, les infractions au présent article seront présumées commises par le titulaire de l'immatriculation du véhicule. Cette disposition s'applique sans préjudice de toute autre réglementation relative au bruit ainsi qu'à la musique amplifiée. »*

- **Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;**

Décide :

Article 1er – de modifier l'article 88 du Règlement Général de Police de la commune de Saint-Josse-ten-Noode dans sa nouvelle version proposée dans la présente délibération.

Article 2 – de faire entrer en vigueur le règlement ainsi modifié en même temps que l'entrée en vigueur de la loi du 29 février 2024 introduisant le livre 1^{er} du Code pénal.

Dienst administratieve sancties - Algemeen politiereglement. Wijziging van artikel 88.

De Gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, en met name de artikelen 119 en 135,

Gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, zoals gewijzigd bij de wet van 11 december 2023;

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 20 februari 2020 waarbij het algemeen politiereglement van de gemeente Elsene werd aangenomen;

Gelet op de inwerkingtreding van het nieuwe Strafwetboek op 8 april 2026;

Overwegende dat het achterliggende idee bij de invoering van de gemeentelijke administratieve sancties was om kleine overlast op het grondgebied van de gemeenten sneller en efficiënter te bestrijden en dat de bestraffing niet langer zou afhangen van de parketten voor vervolging van overtredingen of van de strafrechters voor sancties;

Overwegende dat de gemeenten met administratieve sancties het gevoel van straffeloosheid ten opzichte van ordeverstoorers hebben kunnen terugdringen;

Overwegende dat de gemeentelijke administratieve sancties (GAS), sinds de wet van 24 juni 2013 is aangenomen, aan belang en zichtbaarheid hebben gewonnen als doeltreffend middel in de strijd tegen openbare overlast;

Overwegende dat in 2020 een geharmoniseerd algemeen politiereglement in werking is getreden in de 19 gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Dat dat document met name tot doel had het werk van de politieagenten van de verschillende politiezones te vergemakkelijken en te stroomlijnen en de leesbaarheid en begrijpelijkheid te vergemakkelijken voor de burgers die zich op het gewestelijke grondgebied verplaatsen;

Dat het gemeenschappelijke algemeen politiereglement in maart 2024 een eerste wijziging heeft ondergaan om het aan te passen aan de inwerkingtreding van de wet van 11 december 2023, omdat bij die wet substantiële wijzigingen zijn aangebracht aan de wet van 24 juni 2013;

Overwegende dat het nieuwe Strafwetboek in werking treedt op 8 april 2026 en dat

het ons strafrecht in zeer belangrijke mate zal wijzigen;

Dat deze belangrijke wetswijziging een rechtstreekse invloed zal hebben inzake GAS, aangezien de specifieke categorie van ‘gemengde inbreuken’ (die gedeeld worden behandeld door de procureur des Konings en de sanctionerend ambtenaar van de gemeente volgens de voorwaarden van een protocolakkoord) zal worden omgevormd als gevolg van de herdefiniëring en de nieuwe classificering van de strafrechtelijke begrippen;

Overwegende dat de inwerkingtreding van de nieuwe versie van het Strafwetboek daarna dus een aanpassing van de GAS-wet met zich mee zal brengen, wat dan weer zal leiden tot noodzakelijke wijzigingen in het APR en in het protocolakkoord met de procureur des Konings;

Indien niet zal de sanctionerend ambtenaar niet meer bevoegd zijn om gemengde inbreuken te behandelen;

Overwegende dat, aangezien de federale wetgevende macht nog niet gestemd heeft over de aanpassing van de GAS-wet, de wijzigingen aan het APR en aan het protocol pas in de komende weken of maanden zullen plaatsvinden;

Overwegende dat het evenwel opportuun is en dringend nodig is om nu reeds een gerichte wijziging aan te brengen in het APR;

Dat het nieuwe Strafwetboek immers bevestigt dat ‘nachtlawaai’ als strafbaar feit (en dus van de weeromstuit als gemengde inbreuk) verdwijnt;

Dat dat geen onbeduidende zaak is voor onze gemeenten, waar zich in bepaalde wijken vaak problemen voor de openbare rust voordoen, voornamelijk ’s avonds en ’s nachts;

Dat het daarom noodzakelijk lijkt om de mogelijkheid om geluidshinder zowel overdag als ’s nachts aan te pakken, onmiddellijk vóór 8 april op te nemen in het algemeen politiereglement (het hoofdstuk ‘Openbare rust’) als een ‘eenvoudige’ inbreuk (en niet meer ‘gemengde’ inbreuk) want zo niet zullen we dat storende gedrag niet meer kunnen bekeuren en bestraffen aangezien de procureur des Konings vanaf 8 april feitelijk niet meer bevoegd zal zijn omdat het misdrijf niet meer wordt bestraft;

Dat bijgevolg een beroep wordt gedaan op de gemeenteraad om artikel 88 van het algemeen politiereglement in die zin te wijzigen, om te voorkomen dat een tijdelijke situatie optreedt waarin geen enkele strafrechtelijke of bestuursrechtelijke instantie na 8 april bevoegd zou zijn om lawaaihinder na 22.00 uur te bestraffen;

Dat artikel 88 van de huidige versie enkel gaat over lawaaihinder overdag en kan gemakkelijk worden aangepast om geluidshinder te bestrijken, ongeacht het uur waarop de hinder wordt veroorzaakt;

Dat overigens wordt voorgesteld om de begrippen ‘overdag’ en ‘’s nachts’ te laten vallen om de tekst te vereenvoudigen en de taak van de medewerkers op het terrein die belast zijn met het verbaliseren van overtredingen van het APR te vergemakkelijken;

Overwegende dat deze wijziging, die is goedgekeurd door de conferentie van burgemeesters op de vergadering van 4 maart 2026, tegelijkertijd in de 19 gemeenten zal worden aangebracht zodat de inhoud van het halgemeen politiereglement inhoudelijk hetzelfde blijft in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat het gaat om de volgende wijzigingen:

Huidige versie van artikel 88:

Het is verboden om geluidshinder te veroorzaken tussen 7 uur en 22 uur (met inbegrip van het geroep van dieren) die de rust en sereniteit van de buurt verstoort en waarvan de intensiteit van de geluidsgolven het niveau van het omgevingsgeluid van de openbare ruimte overschrijdt.

Hiermee wordt onder meer bedoeld, geluidshinder die wordt veroorzaakt :

- in privé-eigendommen,
- in voor het publiek toegankelijke etablissementen, ook al is het er slechts onder

bepaalde voorwaarden toegelaten,

- in voertuigen die zich op de openbare weg bevinden. Indien de bestuurder van het voertuig niet kan worden geïdentificeerd, worden de overtredingen van dit artikel verondersteld begaan te zijn door degene die het voertuig heeft ingeschreven. Deze bepaling is van toepassing onverminderd elke andere reglementering betreffende lawaai en versterkte muziek.

Voorgestelde nieuwe versie van artikel 88:

Het is verboden om geluidshinder te veroorzaken die de rust en sereniteit van de buurt verstoort en waarvan de intensiteit van de geluidsgolven het niveau van het omgevingsgeluid van de openbare ruimte overschrijdt.

Onder "geluidshinder" wordt verstaan om het even welk(e) lawaai, geschreeuw (met inbegrip van dierengeluiden), geluid, muziek, gedrag of overmatig gebruik van een apparaat of voertuig op de openbare weg of in een voor het publiek toegankelijke ruimte, dat/die niet wordt verantwoord door een noodzaak, noch gedekt wordt door een wettelijke of gemeentelijke vergunning.

Hiermee wordt onder meer bedoeld, geluidshinder die wordt veroorzaakt :

- in de openbare ruimte,*
- in privé-eigendommen,*
- in voor het publiek toegankelijke etablissementen (inclusief op terrassen), ook al is het er slechts onder bepaalde voorwaarden toegelaten,*
- in voertuigen die zich op de openbare weg bevinden. Indien de bestuurder van het voertuig niet kan worden geïdentificeerd, worden de overtredingen van dit artikel verondersteld begaan te zijn door degene die het voertuig heeft ingeschreven. Deze bepaling is van toepassing onverminderd elke andere reglementering betreffende lawaai en versterkte muziek. '.*

- **Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,**

Beslist:

Artikel 1 – Artikel 88 van het algemeen politiereglement van de gemeente Sint-Joosten-Node wordt gewijzigd naar de nieuwe versie die in deze beraadslaging wordt voorgesteld.

Artikel 2 – De inwerkingtreding en geldigheid van het reglement worden gewijzigd en de datum wordt vastgesteld op 29 februari 2024, hetzelfde moment als de inwerkingtreding van de wet tot invoering van boek 1 van het Strafwetboek.

25.03.2026/A/0005 **Goedkeuring van het Geïntegreerd Lokaal Cultuurbeleidsplan van Sint-Joosten-Node 2026-2032, in te dienen bij de Vlaamse Overheid voor het verkrijgen van personeelssubsidies en werkingssubsidies bij VGC.**

De raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het Bovenlokaalcultuurdecreet van 8 maart 2024;

Gelet op het Besluit van de Vlaamse regering van 26 april 2024 over het Bovenlokaalcultuurdecreet van 8 maart 2024;

Gezien de intentie van het geïntegreerd lokaal Cultuurbeleidsplan, dat de gezamenlijke doelstellingen formuleert van de partners gemeente, Nederlandstalige culturele aangelegenheden, Nederlandstalige bibliotheek en GC Ten Noey;

Gezien de samenwerking binnen het Lokaal Cultuurbeleidsnetwerk wordt verdergezet, met permanente afstemming tussen de gemeente, Dienst Nederlandstalige Aangelegenheden, Bib Joske en Brede School en Gemeenschapscentrum GC Ten Noey;

Gezien de beraadslaging van de gemeenteraad van Sint-Joosten-Node van 25.02.2026 betreffende het stimuleren van een kwalitatief en integraal cultuurbeleid

houdende: de overeenkomst tussen de gemeente Sint-Joost-ten-Node en de Vlaamse gemeenschapscommissie;

Gezien het schrijven van de Vlaamse Overheid (departement Cultuur, Jeugd & Media) betreffende het indienen van de nieuwe cultuurbeleidsplannen voor de periode 2026-2032;

Overwegende het geïntegreerd lokaal Cultuurbeleidsplan nu tevens expliciet het bibliotheekbeleidsplan omvat;

Overwegende het nieuwe Cultuurbeleidsplan inhoudelijk verder bouwt op het plan van 2019-2025;

Overwegende het plan vertrekt van de bestaande werking, samenwerkingen, personeel en middelen en deze terug te vinden zijn in de verplichte bijlagen voor de subsidieaanvraag bij de Vlaamse overheid;

Overwegende het beleidsplan dient als verantwoordingsdocument en de basis is voor de aanvraag van subsidies bij de Vlaamse overheid en de Vlaamse Gemeenschapscommissie voor de Nederlandstalige Bibliotheek en de Nederlandstalige culturele aangelegenheden;

Overwegende deze subsidies een belangrijk deel van de jaarlijkse loonkosten van de Cultuurbeleidscoördinator en van de Nederlandstalige bibliotheek dekken, evenals de jaarlijkse werkingsmiddelen voor de uitvoering van het Lokaal Cultuurbeleid met alle partners;

Overwegende het nieuwe plan opgebouwd werd vanuit de drie strategische doelstellingen Mensen individueel versterken, momenten en plekken van veiligheid en vertrouwen, gemeenschap bouwen en dat deze onderverdeeld werden in zeven operationele doelstellingen en acties voor alvast de komende drie jaren 2026, 2027 en 2028 (zie bijlage);

Overwegende het nog niet vaststaat welke budgetten de gemeente de komende beleidsjaren ter beschikking zal stellen, werd het financiële luik gebaseerd op de cijfers van 2024, rekeninghoudend met besparingspercentages en deze dus geen vastlegging betreft maar slechts een voorlopige raming;

Overwegende de voorstelling van het plan aan de cultuurraad en adviesraad van de bibliotheek op 4 december 2025 en op 10 februari 2026 voor inspraak en participatie en het positieve advies (zie bijlage);

Beslist :

het 'Lokaal Cultuurbeleidsplan 2026-2032 Sint-Joost-ten-Node' goed te keuren.

25.03.2026/A/0006 **Plan Diversité de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode 2026-2028 après l’avis du Comité d’évaluation du SPRB ; approbation.**

Le Conseil communal,

Vu que chaque administration locale est tenue d’adopter et de mettre en œuvre un plan diversité ;

Considérant l’article 146, §1 du Code bruxellois de l’égalité, de la non-discrimination et de la promotion de la diversité prévoyant que chaque administration locale adopte et mette en place un plan diversité d’une durée de trois ans, établi en concertation avec les délégations de travailleurs et travailleuses au sein des administrations locales ;

Vu que le Plan Diversité transmis au SPRB le 15 octobre 2025 a été modifié suivant l’avis du Comité d’évaluation du SPRB ;

Vu que le Plan Diversité a une durée de validité de 3 ans (2026-2027-2028);
Vu que la date d'entrée en vigueur est celle à laquelle a lieu l'approbation du plan par le Ministre ayant les Pouvoirs locaux dans ses attributions ;
Vu que conformément à l'art. 4, §2 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 novembre 2024 portant exécution des articles 146 à 151 de ce code, Bruxelles Pouvoirs locaux met à disposition des administrations locales un canevas à compléter par l'administration locale;
Considérant que le canevas a été complété conformément à l'art. 4, §2 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 novembre 2024 ;

Décide :

D'adopter le Plan diversité 2026, 2027, 2028 modifié conformément à l'avis du Comité d'évaluation du SPRB et ses annexes ;
D'autoriser le Collège des Bourgmestre et Echevins à signer le texte du plan Diversité et l'envoyer pour approbation à la Direction Subventions & Égalité de Bruxelles Pouvoirs locaux (dse@sprb.brussels) avant le 30 mars 2026.

Diversiteitsplan van de Gemeente Sint-Joost-ten-Node 2026-2028 volgens het advies van het Evaluatiecomité van de GOB ; goedkeuring.

De Gemeenteraad,

Gelet op het feit dat elk lokaal bestuur verplicht is om een diversiteitsplan goed te keuren en uit te voeren ;

Overwegende artikel 146, §1 van het Brussels Wetboek inzake gelijkheid, non-discriminatie en bevordering van diversiteit, dat bepaalt dat elk lokaal bestuur een diversiteitsplan met een looptijd van drie jaar dient goed te keuren en uit te voeren, dat wordt opgesteld in overleg met de delegaties van de werknemers binnen de lokale besturen ;

Gelet op het Diversiteitsplan dat op 15 oktober 2025 aan de GOB werd voorgelegd, is aangepast volgens het advies van de beoordelingscommissie van de GOB ;

Overwegende dat het diversiteitsplan een geldigheidsduur heeft van 3 jaar (2026-2027-2028) ;

Overwegende dat de datum van inwerkingtreding deze is waarop het plan wordt goedgekeurd door de Minister bevoegd voor plaatselijke besturen ;

Gelet op het feit dat, overeenkomstig artikel 4, §2 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 november 2024 tot uitvoering van de artikelen 146 tot 151 van dit besluit, Brussel Plaatselijke Besturen de lokale overheden een sjabloon ter beschikking stelt dat door het lokale bestuur moet worden ingevuld ;

Overwegende dat het sjabloon werd ingevuld overeenkomstig art. 4, §2 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 november 2024 ;

Beslist :

Het Diversiteitsplan 2026, 2027, 2028 gewijzigd overeenkomstig het advies van het Evaluatiecomité van de GOB en zijn bijlagen goed te keuren ;

Het College van Burgemeester en Schepenen te machtigen om de tekst van het Diversiteitsplan te ondertekenen en ter goedkeuring toe te zenden aan de Directie Subsidies & Gelijkheid van Brussel Plaatselijke besturen (dse@sprb.brussels) vóór 30 maart 2026.

Le Conseil,

Vu l'arrêté royal du 17/12/2025, publié le 24/12/2025, octroyant un montant de 202.205,13€ à la Commune dans le cadre de la politique locale de prévention et de sécurité ;

Vu que la Commune a adopté le 03/02/2026, conformément à l'arrêté royal, un plan de projet 2025 portant sur le secteur 1 ;

Vu que dans ce plan de projet, l'allocation octroyée à la Commune est rétrocédée à la Zone de police pour contribuer son fonctionnement, comme le précise l'arrêté royal à l'article 2 §2, §3 et §4;

Considérant qu'en recettes, il y aura 202.205,13 € inscrits à l'article 3000/465-08/36 ;

Considérant qu'en dépenses, il y aura 202.205,13 € inscrits à l'article 3000/435-07/36,

Décide :

D'approuver, pour l'année 2025, la convention entre la Commune et la Zone de police portant sur un montant de 202.205,13 €.

Overeenkomst 2025 tussen de Gemeente en de Politiezone binnen het kader van vormalige veiligheids-ensamenlevingencontract.

De Raad,

Gelet op het koninklijk besluit van 17 december 2025, gepubliceerd het 24 december 2025, waarbij aan de Gemeente een subsidie van 202.205,13 € toegekend wordt voor het lokale preventie-en veiligheidsbeleid ;

Gezien dat de Gemeente, volgens het koninklijk besluit, het 03 /02/2026 een projectplan 2025 vastgesteld heeft met betrekking op activiteitssector 1 ;

Gezien dat, in deze projectplan, de toelage aan de Gemeente uitbetaald aan de Politiezone zal worden verleend, voor een bijdrage aan de werking van de politiezone, als het artikel 2 §2, §3 et §4 van het koning besluit bevestigt ;

Overwegende dat, als inkomsten, 202.205,13 € in het artikel 3000/435-07/36 zullen ingeschreven worden ;

Overwegende dat, als uitgaven, 202.205,13 € in het artikel 3000/435-07/36 zullen ingeschreven worden,

Beslist :

Voor het jaar 2025 de overeenkomst tussen de Gemeente et de Politiezone met betrekking op de subsidie van 202.205,13 € goed te keuren.

Le Conseil communal,

Vu les articles 238, 239, 240, 242 et 244 de la nouvelle loi communale ;

Vu les articles 16, 44 et 72 à 79 de l'Arrêté Royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale ;

Vu la délibération du 24 septembre 2025 du Conseil communal décidant d'arrêter et

d'approuver les comptes communaux de l'exercice 2024 ;
Vu la circulaire de février 2025 de Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale relative à la clôture des comptes annuels de l'exercice 2024 ;
Considérant que le bilan l'exercice 2024 se présente comme suit :

ACTIFS IMMOBILISES		283.163.827,77	FONDS PROPRES	
I.	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	,00	I'.	CAPITAL
II.	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	263.843.464,67	II'	RESULTATS CAPITALISES
	<u>Patrimoine immobilier</u>	177.176.898,46		
A.	Terres et terrains non bâtis	13.025.085,62		
B.	Constructions et leurs terrains	143.984.487,71		
C.	Voiries	20.167.325,13		
D.	Ouvrages d'art	,00		
E.	Cours et plans d'eau	,00		
	<u>Patrimoine mobilier</u>	9.816.147,83		
F.	Mobilier, matériel, équipements et signalisation routière	3.523.412,56		
G.	Patrimoine artistique et mobilier divers	6.292.735,27		
	<u>Autres immobilisations corporelles</u>	76.850.418,38		
H.	Immobilisations en cours d'exécution	76.850.418,38		
I.	Droits réels d'emphytéoses et superficies	,00		
J.	Immobilisations en location - financement	,00		
III.	SUBSIDES D'INVESTISSEMENT ACCORDES	3.957.376,33	III'	RESULTATS REPORTEES
A.	Aux entreprises privées	738.743,50	A'.	Des résultats antérieurs
B.	Aux ménages, ASBL et autres organismes	87.268,43	B'.	De l'exercice précédent
C.	A l'Autorité supérieure	,00	C'.	De l'exercice
D.	Aux autres pouvoirs publics	3.131.364,40		
IV.	PROMESSES DE SUBSIDES ET PRETS ACCORDES	9.598.763,59	IV'	RESERVES
A.	Promesses de subsides à recevoir	9.614.774,94	A'.	Fonds de réserve ordinaire
B.	Prêts accordés	-16.011,35	B'.	Fonds de réserve extraordinaire
V.	IMMOBILISATIONS FINANCIERES	5.764.223,18	V'	SUBSIDES D'INVESTISSEMENT, DONES ET LEGS OBTENUS
A.	Participations et titres à revenus fixes	5.764.223,18	A'.	Des entreprises privées
B.	Cautionnements versés à plus d'un an	,00	B'.	Des ménages, des ASBL et autres organismes
			C'.	De l'autorité supérieure
			D'.	Des autres pouvoirs publics
			VI'	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES
ACTIFS CIRCULANTS		82.183.335,66	DETTES	
VI.	STOCKS	,00		
VII.	CREANCES A UN AN AU PLUS	65.999.904,87	VII'.	DETTES A PLUS D'UN AN
A.	Débiteurs	25.141.957,57	A'.	Emprunts à charge de la Commune
B.	Autres créances	40.795.917,43	B'.	Emprunts à charge de l'autorité supérieure
1	Tva & taxes additionnelles	22.965.227,32	C'.	Emprunts à charge des tiers
2	Subsides ,dons, legs, et emprunts	16.131.753,14	D'.	Dettes de location-financement
3	Intérêts, dividendes et ristournes	1.590.499,19	E'.	Emprunts publics
4	Créances diverses	118.437,78	F'.	Dettes diverses à plus d'un an
C.	Récupération des remboursements d'emprunts	32.662,96	G'.	Garanties reçues à plus d'un an
D.	Récupération des prêts	29.366,91		
VIII.	OPERATION POUR COMPTE DE TIERS	,00	VIII'.	DETTES A UN AN AU PLUS
			A'.	Dettes financières
			1	Remboursements des emprunts
			2	Charges financières des emprunts
			3	Dettes sur comptes courants
			B'.	Dettes commerciales
			C'.	Dettes fiscales, salariales et sociales
			D'.	Dettes diverses
IX.	COMPTES FINANCIERS	12.827.520,53	IX'.	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS
A.	Placements de trésorerie à un an au plus	,94		
B.	Valeurs disponibles	20.553.025,39		
C.	Paiements en cours	-7.725.505,80		
X.	COMPTES DE REGULARISATION ET D'ATTENTE	3.355.910,26	X'	COMPTES DE REGULARISATION ET D'ATTENTE
TOTAL DE L'ACTIF		365.347.163,43	TOTAL DU PASSIF	

Considérant que le compte budgétaire de l'exercice 2024 se présente comme suit :

Service ordinaire – Tableau récapitulatif								
Fonction	Libellé	Recettes					Personnel	F
		Prestations	Transferts	Dettes	Total	Prélèvements		
009	Recettes & dépenses non ventilables	56.241,17	5.090.145,87	432.109,11	5.578.496,15	0	5.094.878,04	
019	Dettes publiques	0	0	0	0	0	0	
029	Financement général	0	16.561.338,23	0	16.561.338,23	0	0	
049	Impôts et Taxes	0	59.866.517,22	0	59.866.517,22	0	0	
059	Assurances	2.874,07	238.075,18	0	240.949,25	0	698.729,71	
119	Recettes et dépenses générales	10.142,56	602.202,10	0	612.344,66	0	8.310.612,68	
129	Administration des Finances et des Domaines	336.531,64	0	182.486,82	519.018,46	0	1.180.533,51	
139	Services généraux	142.985,18	0	0	142.985,18	0	9.795.508,46	
149	Calamités	0	0	0	0	0	0	
159	Relations avec l'étranger	0	0	0	0	0	0	
339	Ordre public et sécurité	211.423,60	3.615.667,02	0	3.827.090,62	0	5.880.647,00	
429	Communications - Voiries	4.414.358,32	221.901,46	0	4.636.259,78	0	102.332,83	
569	Industrie, commerce et classes moyennes	941.960,40	15.769,24	1.532.197,53	2.489.927,17	0	0	
709	Recettes et dépenses générales d'enseignement	0	398.975,51	0	398.975,51	0	1.803.881,42	
729	Enseignement fondamental	1.312,87	6.755.174,58	0	6.756.487,45	0	6.667.496,21	
739	Enseignement secondaire	0	3.824.416,42	0	3.824.416,42	0	3.502.322,07	
749	Enseignement scientifique	0	0	0	0	0	0	
759	Enseignement spécial	0	0	0	0	0	0	
769	Jeunesse, éducation populaire, sports et loisirs	229.647,88	927.701,42	57,76	1.157.407,06	0	4.095.200,22	
789	Beaux-Arts, archéologie & protect. de la nature + Radio-T.V.	5.959,40	0	9.679,36	15.638,76	0	361.045,90	
799	Cultes	0	0	0	0	0	0	
839	Sécurité sociale et assistance sociale	0	1.264.551,82	0	1.264.551,82	0	0	
859	Aide sociale et familiale et emploi	426.729,19	3.471.449,63	0	3.898.178,82	0	6.010.085,80	
879	Santé publique et hygiène publique	68.457,03	845.677,47	0	914.134,50	0	3.211.565,14	
939	Logements et Aménagements du territoire	2.741.396,39	332.769,59	74,75	3.074.240,73	0	4.663.253,90	
999	Totaux de l'exercice	9.590.019,70	104.032.332,76	2.156.605,33	115.778.957,79		61.378.092,89	
Totaux hors prélèvements fonctionnels					115.778.957,79			
Résultat hors prélèvements fonctionnels								

Page

Service ordinaire – Tableau récapitulatif							
Fonction		Recettes					
	Libellé	Prestations	Transferts	Dettes	Total	Prélèvements	Personnel
Totaux des prélèvements fonctionnels							
Résultat des prélèvements fonctionnels							
Totaux de l'exercice 115.778.957,79							
Résultat de l'exercice							
Totaux des exercices antérieurs 1.266.357,47							
Résultat des exercices antérieurs Boni Budgétaire 223.261,14							
Totaux des prélèvements généraux							
Résultat des prélèvements généraux							
Totaux généraux 117.045.315,26							
Résultat général							

Considérant que le compte de résultat de l'exercice 2024 se présente comme suit :

CHARGES			PRODUITS		
I.	CHARGES COURANTES		I'.	PRODUITS COURANTS	
A.	Achat de matières	2.855.729,23	A'.	Produits de la fiscalité	
B.	Services et biens d'exploitation	7.899.830,60	B'.	Produits d'exploitation	
C.	Frais de personnel	61.237.869,47	C'.	Subside d'exploitation reçus et récupération de charges de personnel	
D.	Subsides d'exploitation accordés	37.251.357,16			
E.	Remboursement des emprunts	9.199.558,40	D'.	Récupération des remboursements d'emprunts	
F.	Charges financières	3.933.162,66	E'.	Produits financiers	
a	Charges financières des emprunts	2.859.229,21	a'	Récupération des charges financières des emprunts et prêts accordés	
b	Charges financières diverses	1.072.484,16	b'	Produits financiers divers	
c	Frais de gestion financière	1.449,29			
II.	SOUS TOTAL (CHARGES COURANTES)	122.377.507,52	II'.	SOUS TOTAL (PRODUITS COURANTS)	
III.	BONI COURANT (II' - II)		III'.	MALI COURANT (II - II')	
IV.	CHARGES RESULTANT DE LA VARIATION NORMALE DE BILAN, REDRESSEMENT ET PROVISION		IV'.	PRODUITS RESULTANT DE LA VARIATION NORMALE DE BILAN, REDRESSEMENT ET TRAVAUX INTERNES	
A.	Dotation aux amortissements	6.655.570,23	A'.	Plus-values annuelles	
B.	Réductions annuelles de valeur	,00	B'.	Variation des stocks	
C.	Réduction et variation des stocks	,00	C'.	Redressements des comptes de remboursements d'emprunts	
D.	Redressement des comptes de récupération des remboursements d'emprunts	25.583,72	D'.	Réductions des subsides d'investissement, des dons et legs obtenus	
E.	Provisions pour risques et charges	,00	E'.	Travaux internes passés à l'immobilisé	
F.	Dotations aux amortissements des subsides d'investissement accordés	472.506,74			
V.	SOUS TOTAL (CHARGES NON DECAISSEES)	7.153.660,69	V'.	SOUS TOTAL (PRODUITS NON ENCAISSES)	
VI.	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II + V)	129.531.168,21	VI'.	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (II' + V')	
VII.	BONI D'EXPLOITATION (VI' - VI)	68.628,67	VII'.	MALI D'EXPLOITATION (VI - VI')	
VIII.	CHARGES EXCEPTIONNELLES		VIII'.	PRODUITS EXCEPTIONNELS	
A.	Service ordinaire	4.654.966,37	A'.	Service ordinaire	
B.	Service extraordinaire	160.000,00	B'.	Service extraordinaire	
C.	Charges exceptionnelles non budgétées	,00	C'.	Produits exceptionnels non budgétés	
	Sous total (charges exceptionnelles)	4.814.966,37		Sous total (Produits exceptionnels)	
IX.	DOTATIONS AUX RESERVES		IX'.	PRELEVEMENTS SUR LES RESERVES	
A.	Du service ordinaire	,00	A'.	Du service ordinaire	
B.	Du service extraordinaire	,00	B'.	Du service extraordinaire	
	Sous - total des dotations aux réserves	,00		Sous - total des prélèvements sur les réserves	
X.	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES ET DES DOTATIONS AUX RESERVES (VIII + IX)	4.814.966,37	X'.	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS ET DES PRELEVEMENTS SUR LES RESERVES (VIII' + IX')	
XI.	BONI EXCEPTIONNEL (X' - X)		XI'.	MALI EXCEPTIONNEL (X - X')	
XII.	TOTAL DES CHARGES (VI + X)	134.346.134,58	XII'.	TOTAL DES PRODUITS (VI' + X')	
XIII.	BONI DE L'EXERCICE (XII' - XII)		XIII'.	MALI DE L'EXERCICE (XII - XII')	
XIV.	AFFECTATION DES BONIS (XIII)		XIV'.	AFFECTATION DES MALIS (XIII')	
A.	Boni d'exploitation à reporter	68.628,67	A'.	Mali d'exploitation à reporter	
B.	Boni exceptionnel à reporter	,00	B'.	Mali exceptionnel à reporter	
	Sous total (affectation des résultats)	68.628,67		Sous total (affectation des résultats)	
XV.	CONTROLE DE BALANCE (XII + XIV = XV')	134.414.763,25	XV'.	CONTROLE DE BALANCE (XII' + XIV' = XV)	

Considérant, qu'après vérification, il a été constaté que tous les actes relevant de la compétence du Collège des Bourgmestre et Echevins ont été correctement portés aux comptes ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Décide:

D'arrêter et d'approuver les comptes communaux révisés de l'exercice 2024.

Rekeningen 2024: goedkeuring van de herziene rekeningen.

De Gemeenteraad,

Gelet op artikelen 238, 239, 240, 242 en 244 van de nieuwe gemeentewet ;

Gelet op artikelen 16, 44 en 72 tot 79 van het Koninklijk Besluit van 2 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit ;

Gelet op de beraadslaging van 24 september 2025 van de Gemeenteraad waarbij wordt besloten de gemeenterekeningen van het dienstjaar 2024 vast te stellen en goed te keuren;

Gelet op de omzendbrief van februari 2025 van Mijnheer de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de afsluiting van de jaarrekening voor het dienstjaar 2024 ;

Overwegende dat de balans voor het dienstjaar 2024 er als volgt uitziet :

ACTIEF ONROER. GOEDEREN		283.163.827,77	EIGEN FONDS	
I.	ONLIJCHAMELIJKE ONROER.	,00	I'.	KAPITAAL
II.	LICHAMELIJKE ONROER.	263.843.464,67	II'	GEKAPITALISEERDE RESULTATEN
	Onroer. patrimonium	177.176.898,46		
A.	Onbebouwde terreinen	13.025.085,62		
B.	Gebouwen en hun terreinen	143.984.487,71		
C.	Wegen	20.167.325,13		
D.	Kunstwerken	,00		
E.	Waterlopen en waterbekkens	,00		
	Meubil. patrimonium	9.816.147,83		
F.	Meubilair, materiaal, uitrusting en verkeerstekens	3.523.412,56		
G.	Kunst patrimonium en diverse meubilair	6.292.735,27		
	Andere lichamelijke onroer.	76.850.418,38		
H.	Onroer. in uitvoering	76.850.418,38		
I.	Werkelijke rechten van erfpacht en oppervlakte	,00		
J.	Onroer in leasing	,00		
III.	TOEGESTANE INVESTERINGSSUBSIDIES	3.957.376,33	III'	OVERGEDRAGEN RESULTATEN
A.	Aan prive ondernemingen	738.743,50	A'.	Van vorige dienstjaren
B.	Aan gezinnen, VZWS en andere organismen	87.268,43	B'.	Van voorgaande dienstjaar
C.	Aan de hogere overheden	,00	C'.	Van dienstjaar
D.	Aan de andere overheidsinstellingen	3.131.364,40		
IV.	BELOFTE VAN SUBSIDIES EN TOEGESTANE LENINGEN	9.598.763,59	IV'	RESERVES
A.	Te ontvangen beloofde van subsidies	9.614.774,94	A'.	Gewoon reserve fonds
B.	Toegestane leningen	-16.011,35	B'.	Buitengewoon reserve fonds
V.	FINANCIELE ONROER.	5.764.223,18	V'	VERKREGEN INVESTERINGSSUBSIDIES, GIFTEN EN LEGATEN
A.	Deelnemingen en aandeel met vaste rente	5.764.223,18	A'.	Van prive ondernemingen
B.	Betaalde waarborgen tot meer dan 1 jaar	,00	B'.	Van gezinnen, VZWS en andere organismen
			C'.	Van de hogere overheden
			D'.	Van andere overheidsinstellingen
			VI'	VOORZIENINGEN VOOR RISICO'S EN KOSTEN
DOORLOPENDE ACTIVA		82.183.335,66	SCHULDEN	
VI.	VOORRADEN	,00		
VII.	VORDERINGEN OP TEN HOOGSTE EEN JAAR	65.999.904,87	VII'	SCHULDEN OP MEER DAN EEN JAAR
A.	Debiteuren	25.141.957,57	A'.	Leningen ten laste van de gemeente
B.	Andere vorderingen	40.795.917,43	B'.	Leningen ten laste van de hogere overheden
1	BTW en aanvullende belastingen	22.965.227,32	C'.	Leningen ten laste van derden
2	Subsidies, schenkingen, leg. en leningen	16.131.753,14	D'.	Schulden van leasing
3	Interessen, dividenden en kortingen	1.590.499,19	E'.	Openbare leningen
4	Diverse vorderingen	118.437,78	F'.	Diverse schulden op meer dan één jaar
C.	Terugvordering van aflossingen van leningen	32.662,96	G'.	Gekregen waarborgen op meer dan één jaar
D.	Terugvordering van leningen	29.366,91		
VIII.	VOORRICHTINGEN VOOR DERDEN	,00	VIII'	SCHULDEN OP TEN HOOGSTE EEN JAAR
			A'.	Financiële schulden
			1	Aflossingen van de leningen
			2	Financiële kosten van de leningen
			3	Schulden op rekening – courant
			B'.	Commerciële schulden
			C'.	Fiscale, sociale en loonschulden
			D'.	Diverse schulden
IX.	FINANCIELE REKENINGEN	12.827.520,53	IX'	VERRICHTINGEN VOOR REKENING VAN DERDEN
A.	Geldbeleggingen op ten hoogste één jaar	,94		
B.	Beschikbare waarden	20.553.025,39		
C.	Betalingen in uitvoering	-7.725.505,80		
X.	OVERLOPENDE EN WACHTREKENINGEN	3.355.910,26	X'	OVERLOPENDE EN WACHTREKENINGEN
TOTAAL ACTIEF		365.347.163,43	TOTAAL PASSIEF	

Overwegende dat de begrotingsrekening voor het dienstjaar 2024 er als volgt uitziet :

Gewone dienst – Samenvattingstabel							
Functie	Omschrijving	Ontvangsten					Personeel
		Prestaties	Overdrachten	Schuld	Totaal	Overboekingen	
009	Niet-verdeelbare ontvangsten en uitgaven	56.241,17	5.090.145,87	432.109,11	5.578.496,15	0	5.094.878,04
019	Openbare schuld	0	0	0	0	0	0
029	Algemeen financiering	0	16.561.338,23	0	16.561.338,23	0	0
049	Belastingen en Taksen	0	59.866.517,22	0	59.866.517,22	0	0
059	Verzekeringen	2.874,07	238.075,18	0	240.949,25	0	698.729,71
119	Algemene ontvangsten en uitgaven	10.142,56	602.202,10	0	612.344,66	0	8.310.612,68
129	Financieel bestuur en domeinen	336.531,64	0	182.486,82	519.018,46	0	1.180.533,51
139	Algemene diensten	142.985,18	0	0	142.985,18	0	9.795.508,46
149	Rampen	0	0	0	0	0	0
159	Buitenlandse betrekkingen	0	0	0	0	0	0
339	Openbare orde en veiligheid	211.423,60	3.615.667,02	0	3.827.090,62	0	5.880.647,00
429	Verkeer en waterstaat	4.414.358,32	221.901,46	0	4.636.259,78	0	102.332,83
569	Handel, nijverheid en middenstand	941.960,40	15.769,24	1.532.197,53	2.489.927,17	0	0
709	Algemene ontvangsten en uitgaven voor het onderwijs	0	398.975,51	0	398.975,51	0	1.803.881,42
729	Basis onderwijs	1.312,87	6.755.174,58	0	6.756.487,45	0	6.667.496,21
739	Secundair onderwijs	0	3.824.416,42	0	3.824.416,42	0	3.502.322,07
749	Wetenschappelijk onderwijs	0	0	0	0	0	0
759	Buitengewoon onderwijs	0	0	0	0	0	0
769	Jeugdzorg, volksopvoeding, sport en recreatie	229.647,88	927.701,42	57,76	1.157.407,06	0	4.095.200,22
789	Kunsten, oudheidkunde, natuurbescherming + Radio-televisie	5.959,40	0	9.679,36	15.638,76	0	361.045,90
799	Erediensten	0	0	0	0	0	0
839	Sociale zekerheid en sociale bijstand	0	1.264.551,82	0	1.264.551,82	0	0
859	Sociale hulp en gezinsvoorzieningen en werkgelegenheid	426.729,19	3.471.449,63	0	3.898.178,82	0	6.010.085,80
879	Volksgezondheid en openbare hygiëne	68.457,03	845.677,47	0	914.134,50	0	3.211.565,14
939	Huisvesting en ruimtelijke ordening	2.741.396,39	332.769,59	74,75	3.074.240,73	0	4.663.253,90
999	Totaal van het dienstjaar	9.590.019,70	104.032.332,76	2.156.605,33	115.778.957,79		61.378.092,89
Totaal uitgezondend functionele overboekingen					115.778.957,79		

Bladzijde

Gewone dienst – Samenvattingstabel							
Functie		Ontvangsten					
	Omschrijving	Prestaties	Overdrachten	Schuld	Totaal	Overboekingen	Personeel
Resultaat uitgezonderd functionele overboekingen							
Totaal functionele overboekingen							
Resultaat functionele overboekingen							
Totaal dienstjaar					115.778.957,79		
Resultaat dienstjaar							
Totaal vorige dienstjare					1.266.337,47		
Resultaat vorige dienstjare			Butig saldo Budgetaire	223.261,14			
Totaal algemene overboekingen							
Resultaat algemene overboekingen							
Algemeen totaal					117.045.315,26		
Algemeen resultaat							

Overwegende dat de resultatenrekening voor het dienstjaar 2024 er als volgt uitziet :

KOSTEN			OPBRENGSTEN		
I.	COURANTE KOSTEN		I'.	COURANTE OPBRENGSTEN	
A.	Aankoop goederen	2.855.729,23	A'.	Opbrengsten van fiscaliteit	
B.	Diensten en uitbatinggoederen	7.899.830,60	B'.	Exploitatieopbrengsten	
C.	Personeelskosten	61.237.869,47	C'.	Verkrege werkingssubsidies en terugvorderingen van personeelskosten	
D.	Toegestane werkingssubsidies en hulp	37.251.357,16	D'.	Terugvorderingen van aflossingen van leningen	
E.	Aflossing van leningen	9.199.558,40	E'.	Financiële opbrengsten	
F.	Financiële kosten	3.933.162,66	a'	Terugvorderingen van financiële kosten van leningen en interesten op toegestane leningen	
a	Financiële kosten van leningen	2.859.229,21	b'	Diverse financiële opbrengsten	
b	Diverse financiële kosten	1.072.484,16			
c	Financiële beheerkosten	1.449,29			
II.	SUBTOTAAL (COURANTE KOSTEN)	122.377.507,52	II'.	SUBTOTAAL (COURANTE OPBRENGSTEN)	
III.	BATIG COURANT RESULTAAT (II' - II)		III'.	NADELIG COURANT RESULTAAT (II - II')	
IV.	KOSTEN VOORTVLOEIEND UIT DE NORMALE SCHOMMELINGEN VAN DE BALANSWAARDEN, RECHTZETTINGEN EN VOORZIENINGEN		IV'.	OPBRENGSTEN VOORTVLOEIEND UIT DE NORMALE SCHOMMELINGEN VAN DE BALANSWAARDEN, RECHTZETTINGEN EN INTERNE WERKEN	
A.	Toevoegingen aan afschrijvingen	6.655.570,23	A'.	Jaarlijkse meerwaarden	
B.	Jaarlijkse waardeverminderingen	,00	B'.	Voorraadwijziging	
C.	Voorraadsverminderingen en -veranderingen	,00	C'.	Rechtzetting van de rekeningen inzake de aflossingen van leningen	
D.	Rechtzetting van de rekeningen inzake de terugvordering van aflossingen van leningen	25.583,72	D'.	Verrekening van ontvangen investeringsubsidies, giften en legaten	
E.	Voorzieningen voor risico's en kosten	,00	E'.	Interne werken aan onvoerende goederen	
F.	Verrekening toegestane investeringssteun	472.506,74			
V.	SUBTOTAAL (NIET UITBETAALDE KOSTEN)	7.153.660,69	V'.	SUBTOTAAL (NIET KASOPBRENGSTEN)	
VI.	TOTAAL VAN DE EXPLOITATIE KOSTEN (II + V)	129.531.168,21	VI'.	TOTAAL VAN DE EXPLOITATIEOPBRENGSTEN (II' + V')	
VII.	BATIG EXPLOITATIE RESULTAAT (VI' - VI)	68.628,67	VII'.	NADELIG EXPLOITATIERESULTAAT (VI - VI')	
VIII.	UITZONDERLIJKE KOSTEN		VIII'.	UITZONDERLIJKE OPBRENGSTEN	
A.	Gewone dienst	4.654.966,37	A'.	Van gewone dienst	
B.	Buitengewone dienst	160.000,00	B'.	Van buitengewone dienst	
C.	Niet begrote uitzonderlijke kosten	,00	C'.	Niet begrote uitzonderlijke opbrengsten	
	Subtotaal (uitzonderlijke opbrengsten)	4.814.966,37		Subtotaal (uitzonderlijke opbrengsten)	
IX.	TOEVOEGING AAN DE RESERVES		IX'.	AFNAME VAN DE RESERVES	
A.	Van gewone dienst	,00	A'.	Van gewone dienst	
B.	Van buitengewone dienst	,00	B'.	Van buitengewone dienst	
	Subtotaal van de toevoeging aan de reserves	,00		Subtotaal (afname van de reserves)	
X.	TOTAAL UITZONDERLIJKE KOSTEN EN TOEVOEGING AAN DE RESERVES (VIII + IX)	4.814.966,37	X'.	TOTAAL UITZONDERLIJKE OPBRENGSTEN EN AFNAME VAN DE RESERVES (VIII' + IX')	
XI.	BATIG UITZONDERLIJKE RESULTAAT (X' - X)		XI'.	NADELIG UITZONDERLIJKE RESULTAAT (X - X')	
XII.	TOTAAL VAN DE KOSTEN (VI + X)	134.346.134,58	XII'.	TOTAAL VAN DE OPBRENGSTEN (VI' + X')	
XIII.	BATIG RESULTAAT (XII' - XII)		XIII'.	NADELIG RESULTAAT VAN HET DIENSTJAAR (XII - XII')	
XIV.	BESTEMMING VAN HET BONI (XIII)		XIV'.	BESTEMMING VAN HET NADELIG RESULTAAT (XIII')	
A.	Over te dragen batig exploitatieresultaat	68.628,67	A'.	Over te dragen nadelig exploitatieresultaat	
B.	Over te dragen batig uitzonderlijk resultaat	,00	B'.	Over te dragen nadelig uitzonderlijk resultaat	
	Subtotaal (bestemming van het resultaat)	68.628,67		Subtotaal (bestemming van het resultaat)	
XV.	EVENWICHTSCONTROLE (XII + XIV = XV')	134.414.763,25	XV'.	EVENWICHTSCONTROLE (XII' + XIV' = XV)	

Overwegende dat na verificatie werd vastgesteld dat alle handelingen die tot de bevoegdheid van het College van Burgemeester en Schepenen behoren, correct werden geboekt ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

Beslist :

De herziene gemeentelijke rekeningen voor het dienstjaar 2024 vast te stellen en goed te keuren.

25.03.2026/A/0009 Musée Charlier : demande de prêt du musée Jacob Smits pour deux œuvres de la collection, exposition du 19.09.2026 au 17.01.2027

Le Conseil Communal,

Vu les articles 117 et 135 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu la demande de prêt introduite par Madame Karen Delfosse, conservateur du Musée Jakob Smits, Sluis 155a te 2400;

Considérant que le demandeur souhaite présenter les prêts dans l'exposition Conçu pour être peint. Colonies d'artistes en Campine (1840–1920), qui se tiendra du 19.09.2026 au 17.01.2027 au Musée Jakob Smits à Mol; Considérant qu'un document de prêt a été établi pour les pièces de collection mentionnées ci-dessous :

- Th. Baron, Etude en Campines, peinture à l'huile sur bois, 18 cm h x 44 cm b, inv. I-10-1996

- Is. Verheyden, Pêcheur d'anguilles dans le marais de Genck, peinture à l'huile sur toile, 80,5 cm h x 106 cm b, inv. I -426-1996

Considérant que l'emprunteur, le Jakob Smitsmuseum, s'engage à supporter l'intégralité des frais afférents à l'assurance clou à clou souscrite auprès d'un assureur spécialisé en œuvres d'art, au transport professionnel des œuvres d'art, ainsi qu'aux éventuels frais de reproduction;

Considérant que le demandeur s'engage à exposer les pièces prêtées dans le respect des normes climatiques, d'éclairage et de sécurité en vigueur ;

Décide :

- d'approuver la convention de prêt de 2 pièces de collection par le Musée Jakob Smits pour l'exposition Conçu pour être peint. Colonies d'artistes en Campine (1840–1920), prévue du 19.09.2026 au 17.01.2027 au Musée Jakob Smits à Mol ;
- d'autoriser le Collège des Bourgmestre et Échevins à signer tous les documents s'y rapportant.

Charliermuseum : bruikleenaanvraag van het Jacob Smits museum voor twee werken uit de collectie , expo 19.09.2026 tot 17.01.2027

De Gemeenteraad,

Gezien de artikelen 117 en 135 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gezien de bruikleenaanvraag door Mevr. Karen Delfosse, conservator van het Jakob Smitsmuseum, Sluis 155a te 2400 Mol,

Overwegende dat de bruikleenvrager de bruiklenen wil tonen in de worden in de tentoonstelling *Gemaakt om geschilderd te worden. Kunstenaarskolonies in de Kempen 1840 – 1920* die zal plaatsvinden in het Jakob Smitsmuseum van 19 september 2026 tot en met 17 januari 2027.

Rekeninghoudend dat een bruikleendocument werd opgesteld voor de hieronder vermelde collectiestukken:

-Th. Baron, *Studie in de Kempen*, olieverf op houten paneel, 18 cm h x 44 cm b, inv. I-10-1996

- Is. Verheyden, *Palingvissers in de moerassen van Genk*, olieverf op doek, 80,5 cm h x 106 cm b, inv. I -426-1996.

Overwegende dat de bruikleenvrager Jakob Smitsmuseum zich ertoe verbindt alle kosten te dragen verbonden aan het verzekeren van nagel tot nagel door een gespecialiseerd kunstverzekeraar, aan het professioneel kunstvervoer en mogelijke reproductiekosten;

Overwegende dat de bruikleenvrager zich ertoe verbindt de bruikleenstukken tentoon te stellen aan de gangbare klimatologische en belichtingsnormen en veiligheidsvereisten;

Beslist:

- de bruikleenovereenkomst goed te keuren van 2 collectiestukken door het Jakob Smitsmuseum voor de tentoonstelling *Gemaakt om geschilderd te worden. Kunstenaarskolonies in de Kempen 1840 – 1920* gepland tussen 19.09.2026 tot en met 17.01.2027 in het Jakob Smitsmuseum te Mol;
- het College van Burgemeester en Schepenen te machtigen alle documenten die hierop betrekking hebben te ondertekenen.

25.03.2026/A/0010 **Partenariat entre la Commune et l’A.I.S.S.J. asbl – Approbation de la convention 2026**

Le Conseil communal,

Vu l’octroi annuel par la Communauté française / Fédération Wallonie-Bruxelles de moyens financiers aux écoles fondamentales et secondaire communales ainsi qu’au Livre Animé afin qu’elles puissent mener à bien des actions complémentaires destinées à atteindre plus efficacement et équitablement les objectifs visés par le Décret Missions et en particulier celui d’assurer à tous les élèves des chances égales d’émancipation sociale ;

Vu la nécessité pour les écoles fondamentales et secondaire communales ainsi que pour le Livre Animé de pouvoir disposer des moyens financiers complémentaires non-budgétisés sur le budget communal et qui leur sont annuellement octroyés par la Communauté française / Fédération Wallonie-Bruxelles (Encadrement différencié, Aide spécifique aux Directions, Gratuité,...) afin de leur permettre d’atteindre les objectifs précités ;

Vu le projet de Convention établi entre l’Administration communale de Saint-Josse-ten-Noode et l’A.I.S.S.J. asbl et qui règle les modalités de transfert à l’A.I.S.S.J. asbl des moyens financiers octroyés par la Communauté française / Fédération Wallonie-Bruxelles aux écoles fondamentales et secondaire communales ainsi qu’au Livre Animé afin que l’A.I.S.S.J. asbl reverse sur le compte bancaire des écoles, du Lycée Guy Cudell et du Livre Animé ;

Décide :

De ratifier la Convention 2026 établie entre l’Administration communale de Saint-Josse-ten-Noode et l’A.I.S.S.J. asbl qui règle les modalités de transfert à l’A.I.S.S.J. asbl des moyens financiers octroyés par la Communauté française / Fédération Wallonie-Bruxelles aux écoles fondamentales et secondaire communales ainsi qu’au Livre Animé afin que l’A.I.S.S.J. asbl les reverse sur le compte bancaire des écoles, du Lycée Guy Cudell et du Livre Animé.

25.03.2026/A/0011 **Information des décisions relatives aux articles 234 alinéa 3, 4 et 236 de la Nouvelle Loi Communale.**

Mesdames, Messieurs,

En application de l'article 234, alinéa 3, 4 et 236 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins a passé des marchés de travaux, fournitures et service par procédure négociée sans publicité, conformément à l'article 42, § 1, 1^o de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.

Le Conseil est convié à prendre connaissance des décisions versées au dossier.

Kennisgeving van de beslissingen betreffende artikelen 234 lid 3, 4 en 236 van de Nieuwe Gemeentewet.

Mevrouw, Mijnheer,

In toepassing van artikel 234, alinea 3, 4 en 236 van de Nieuwe Gemeentewet, heeft het College van Burgemeester en Schepenen overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten gegund bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, zoals voorzien in artikel 42, § 1, 1^o van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten.

De Gemeenteraad wordt verzocht kennis te nemen van de gevoegde beslissingen.

25.03.2026/A/0012 **Décisions relatives à l'article 249 de la Nouvelle loi communale; prise de connaissance et admission des dépenses.**

Mesdames, Messieurs,

En application de l'article 249 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins a passé des marchés de travaux, fournitures et services en vertu de circonstances impérieuses et imprévues.

Le Conseil prend connaissance des décisions ci-après et décide d'approuver les dépenses :

#014/24.02.2026/B/0050# - Parking Scailquin; travaux de placement de portes à ouvertures automatiques (speed gates) ; Approbation des conditions et du mode de passation - Application de l'article 249 §1er alinéa 2 et 234§3 de la Nouvelle loi communale.

Beslissingen in toepassing van artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet; kennisname en goedkeuring van de uitgaven.

Mevrouw, Mijnheer,

In toepassing van artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet, heeft het College van Burgemeester en Schepenen overheidsopdrachten gegund voor werken, leveringen en diensten omwille van dringende en onvoorziene omstandigheden.

De Gemeenteraad neemt kennis van de hieronder beslissingen en keurt de uitgaven ervan goed :

#014/24.02.2026/B/0050# - Parkeerterrein Scailquin; installatie van snelheidspoorten;

-
- 25.03.2026/A/0013 **Lutte contre la fracture numérique à Saint-Josse : quelles actions pour quels résultats ? ; Interpellation introduite par M. LUAHABI Ismail, Conseiller communal LB. report du 28/01/2026- report du 25/02/2026**
- 1 annexe / 1 bijlage*
- Lutte contre la fracture numérique à Saint.pdf*
-
- 25.03.2026/A/0014 **L’installation d’un nouveau distributeur de billets dans le quartier de la Place Houwaert ; Interpellation introduite par M. BENHAMMOU Saïd, Conseiller communal Les Engagés. report du 25/02/2026**
- 1 annexe / 1 bijlage*
- Interpellation introduite par M. Benhammou.pdf*
-
- 25.03.2026/A/0015 **Situation routière de la rue Hydraulique et rues avoisinantes ; Interpellation introduite par M. HUYGHE Filip, Conseiller communal Ecolo / Groen.**
- 1 annexe / 1 bijlage*
- Interpellation M. Huyghe.pdf*
-
- 25.03.2026/A/0016 **Les nouvelles mesures de police et coordination intercommunale ; Interpellation introduite par M. BASSAMBI Yves, Conseiller communal LB. (Complémentaire)**
- 1 annexe / 1 bijlage*
- IP EK Nouvelles mesures de police et coordination intercommunale.pdf*
-
- 25.03.2026/A/0017 **Valorisation du patrimoine Art nouveau et Art déco dans le cadre du Festival BANAD et implication de la commune dans des événements de promotion de son patrimoine architectural; Interpellation introduite par Mme MHADI Malika, Conseillère communale LB. (Complémentaire)**
- 1 annexe / 1 bijlage*
- Interpallation de la Conseillère MHADI Malika Valorisation du patrimoine Art nouveau et Art déco dans le cadre du Festival BANAD et implication de la commune dans des événements de promotion de son patrimoine architectural.pdf*
-
- 25.03.2026/A/0018 **La Sécurité ; Interpellation introduite par Mme KASKO Sofia, Conseillère communale PS. (Complémentaire)**
- 1 annexe / 1 bijlage*

-
- 25.03.2026/A/0019 **La création de parcelles multiconfessionnelles ; Interpellation introduite par Mme KASKO Sofia, Conseillère communale PS. (Complémentaire)**
- 1 annexe / 1 bijlage*
- Interpellation kasko sofia - Parcelles multiconfessionnelles 3-.pdf*
-
- 25.03.2026/A/0020 **Transparence et uniformisation de la perception des taxes et redevances communales ; Interpellation introduite par M. BOÏKETE Philippe, Conseiller communal PS. (Complémentaire)**
- 1 annexe / 1 bijlage*
- Interpellation du Conseiller communal Philippe Boïketé taxes.pdf*
-
- 25.03.2026/A/0021 **Fuite des compétences et affaiblissement de l'administration ; Interpellation introduite par M. BOÏKETE Philippe, Conseiller communal PS. (Complémentaire)**
- 1 annexe / 1 bijlage*
- Interpellation du Conseiller communal Philippe Boïketé fuite compétences.pdf*
-
- 25.03.2026/A/0022 **Dépôts sauvages récurrents et "tolérance zéro" purement médiatique ; Interpellation introduite par M. BOÏKETE Philippe, Conseiller communal PS. (Complémentaire)**
- 1 annexe / 1 bijlage*
- Interpellation du Conseiller communal Philippe Boïketé dépôts sauvages.pdf*
-
- 25.03.2026/A/0023 **Le traitement des signalements Fix My Street sur les voiries communales ; Interpellation introduite par M. BOÏKETE Philippe, Conseiller communal PS. (Complémentaire)**
- 1 annexe / 1 bijlage*
- Interpellation du Conseiller communal Philippe Boïketé fixmystreet.pdf*
-
- 25.03.2026/A/0024 **Le non-respect des sacs fuchsia par les commerçants à Saint-Josse ; Interpellation introduite par M. BOÏKETE Philippe, Conseiller communal PS. (Complémentaire)**
- 1 annexe / 1 bijlage*
- Interpellation du Conseiller communal Philippe Boïketé sacs roses.pdf*
-
- 25.03.2026/A/0025 **L'absence de contrôle interne à Saint-Josse ; Interpellation introduite par M. BOÏKETE Philippe, Conseiller communal PS. (Complémentaire)**

25.03.2026/A/0026 **La semaine des quatre jours, fin d'un acquis social emblématique ; Interpellation introduite par M. BOÏKETE Philippe, Conseiller communal PS. (Complémentaire)**

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation du Conseiller communal Philippe Boïketé 4 jours.pdf

25.03.2026/A/0027 **Démarches entreprises en vue de l'obtention du label régional « Kids Friendly» pour Saint-Josse ; Interpellation introduite par Mme MARA Gabriela, Conseillère communale LB. (Complémentaire)**

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation Mme MARA Gabriela Démarches entreprises en vue de l.pdf

25.03.2026/A/0028 **Bilan de la politique communale en matière de santé ; Interpellation ntroduite par Mme NGONGO Stéphanie, Conseillère communale LB. (Complémentaire)**

1 annexe / 1 bijlage

Interpallation Mme NGONGO Stéphanie sur la Santé.pdf

25.03.2026/A/0029 **L'évolution du personnel communal ; Interpellation introduite par M. MOUHSSIN Ahmed, Conseiller communal Ecolo / Groen. (Complémentaire)**

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation sur lévolution du personnel communal M. Mouhssin.pdf

25.03.2026/A/0030 **L'application du nouveau règlement-redevance au stade Georges-Pêtre ; Interpellation introduite par M. MOUHSSIN Ahmed, Conseiller communal Ecolo / Groen. (Complémentaire)**

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation stade M. Mouhssin.pdf

25.03.2026/A/0031 **Les déchets verts ABP et communication communale ; Interpellation introduite par Mr LUAHABI Ismaël, Conseiller communal LB. (Complémentaire)**

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation sur les déchets verts ABP et communication communale introduite par Mr LUAHABI Ismaël.pdf

25.03.2026/A/0032 **Mise en valeur de la "Semaine Saint-Josse à l'heure des questions de droits et de**

genreS” ; Interpellation introduite par Mme LOUKILI Nouhayla, Conseillère communale LB. (Complémentaire)

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation de Mme LOUKILI Nouhalya Mise en valeur de la.pdf